

Journal de bord : novembre 2016

Nous avons commencé le mois par une petite discussion sur le rapport d'octobre. À propos de la colonisation du Congo, chacun est à nouveau revenu avec sa position de départ, parfois même avec plus de verve. Certains Africains ont mis en cause les rapports de l'ONU, les traitant de "partisans, à la solde des multinationales". Par contre, d'autres compatriotes leur ont répondu en disant qu'il faut arrêter de se lamenter sur le passé et penser à construire l'avenir tous ensemble. Nous avons décidé de rester sur l'idée que s'unir dans le respect vaut mieux que de se diviser dans la rancœur.

Vu que le Canada recrute en Belgique, certains immigrés en attente de papiers depuis des années ont décidé de postuler. À plusieurs, nous nous sommes penchés sur le modèle de CV canadien, mais aussi sur le climat et le mode de vie dans les différentes provinces où il y a des emplois vacants dans les domaines recherchés par les postulants.

Nous avons encore des images de paysages canadiens plein la tête quand un jeune homme, connu de longue date est venu nous expliquer ses actuelles conditions de vie : sans logement, sans travail, sans revenu, sans rien à manger, sans vêtements chauds. Il s'est réchauffé près du poêle, a accepté un café, mais, à jeun de puis près de trois jours, il n'a pas pu manger grand chose. Nous l'avons convaincu d'introduire une demande au CPAS, à défaut de pouvoir le décider à tenter de se faire accepter dans un foyer d'accueil.

Le lendemain matin, le CPAS lui a dit de revenir 6 jours plus tard pour introduire sa demande.

- Comment ? La loi prévoit que la demande doit être enregistrée le jour même...

Christine met sa veste et retourne avec lui au CPAS. Après avoir insisté pendant plus de vingt minutes, l'assistant social de permanence a accepté de le recevoir seul à seul. Sa demande n'a pas été enregistrée. Il doit revenir quatre jours plus tard pour rencontrer l'assistante sociale en charge de son dossier. Il a reçu un bon pour aller chercher un colis alimentaire. Nous lui avons fourni un billet de train pour aller dormir dans un abri de nuit à Namur et manger au Resto du Coeur.

Une candidate stagiaire est venue se présenter. Elle promet ! Déjà, elle a reçu les confidences de Georges. Elle sait écouter...

Le 04, Après avoir pris connaissance par les personnes concernées de l'état d'avancement de leur dossier au CPAS, nous avons discuté des pistes d'actions à envisager. Dans un premier temps, suite à un coup de fil constructif, nous allons continuer à travailler la sensibilisation du service au respect de la loi et laisser un peu de temps à la nouvelle directrice... Les AS ne font qu'appliquer les directives des politiciens communaux. Certes, elles pourraient être plus aimables. Oui, les travailleurs tous ensembles pourraient protester, brandir la loi et avoir le courage de la respecter, mais réfléchissons : qui a voté pour le pouvoir en place ? Nous, les citoyens...

- Moi, j'ai pas voté pour eux !

- Moi, j'ai pas voté du tout ! Ça fait longtemps que je ne vote plus, ils me dégoûtent tous !

- Eh bien voilà ! Ne te plains donc pas du résultat, car en n'allant pas voter contre, tu as contribué à la mise en place de ce pouvoir qui gère ce CPAS...

- De toute façon, c'est tous les mêmes !

- Non, désolée : entre la droite et la gauche, il y a des différences. T'as une idée ?

- Je ne veux même pas savoir.
- Tout de même entre le Fédéral et la Région Wallonne, tu ne vois pas de différence ?
- Je te l'ai dis : Je ne veux pas savoir.
- Ne t'étonne pas du fonctionnement du CPAS, alors !

Après avoir refait du café, nous avons changé de sujet en confrontant nos craintes par rapport à internet : d'une part, il y a les propagandes dangereuses, le lavage de cerveau qui nourrit la radicalisation ; d'autre part, en réaction, mais pas seulement, il y a le risque d'un contrôle d'internet au mépris de la liberté, de l'information et à la solde de "dictateurs".

Les images, dont les vidéos, peuvent être dangereuses, car elles envoient des informations brutes au cerveau, sans nécessairement de formulation, de structuration, d'analyse ; souvent aussi, elles manquent d'objectivité. Elles parlent le plus souvent à l'émotion plutôt que de faire appel à la raison. Moins les spectateurs auront reçu un enseignement de qualité, plus les images et les slogans réducteurs seront efficaces pour les convaincre. Déjà dans les plus vieux textes de la Bible, les images étaient considérées comme un danger, à un point tel que toute représentation de Dieu a été interdite par Moïse, puis, plus tard par Mohamed dans le Coran.

Notre époque n'est plus à interdire. Nous aimons la liberté et c'est bien, mais la liberté demande un mode d'emploi. Un usage en dehors de l'intelligence, de la morale et des valeurs respectueuses des droits peut conduire à des dérives terribles, inacceptables. La liberté nécessite une éducation qui développe l'esprit critique, l'objectivité. Face à une information, il convient de se poser plusieurs questions : d'où vient-elle, quelles sont ses sources, est-elle fiable ? Dans le doute, nous devons chercher d'autres sources pour confirmer ou infirmer l'info. Ensuite, il convient de séparer les émotions des faits. Les faits sont-ils confirmés ? L'article (ou la vidéo) présente-il les faits sous un angle partisan lié à son auteur ? Qui est l'auteur : un journaliste ou un non ? Une personne impliquée ou neutre ? Ensuite, à partir des faits, nous pouvons construire une réflexion pour arriver à nos propres conclusions.

Pour lutter contre la radicalisation et les fléaux qu'elle suscite, les États ont le choix de travailler sur l'éducation ou de réduire la liberté d'expression en contrôlant internet. On peut comprendre que les messages qui incitent à la violence, à une haine raciale, à la destruction de cultures ou de civilisations, soient empêchés de circuler, mais où est la limite ? Avec l'éducation, chacun fixe librement ses propres limites. Avec des interdictions ou des filtres, le risque de dérives totalitaires existe. C'est déjà le cas dans certains pays, comme en Chine, en Iran...

- Et ailleurs !
- Et ici ?
- Oui, il y a moyen de faire disparaître du Net certains contenus.

Serions-nous au début de la fin de la libre expression sur internet ? N'est-ce pas à craindre ? Pour la démocratie, nous avons besoin de défendre la libre information par la promotion et le développement de l'esprit critique. Nous devons tous travailler à nous poser des questions, à réfléchir, à discuter pour confronter nos idées, les évaluer, les faire évoluer vers toujours plus d'humanité. Apprenons à détecter la propagande.

Le 10 et le 11, suite aux élections américaines, nous nous sommes déchaînés sur la politique et plus particulièrement sur les discours qui font du mal. La campagne de Trump fera mal et pour longtemps parce son discours malsain vient d'être légitimé par son élection. Ses paroles haineuses l'ont porté à la Maison Blanche ! C'est très grave.

Déjà ici, nous constatons une libération des sentiments populistes depuis l'accession de la NVA au gouvernement et voilà qu'avec le même genre de discours, encore plus raciste et diviseur, un président est élu aux États-Unis !

- C'est vrai, la campagne a été minable, mais face à lui Clinton ne vaut guère mieux. Les Américains avaient le choix entre la peste et le choléra !

- Tout de même, c'est vrai que Clinton n'inspire pas la sympathie populaire, mais de là à voter Trump...
- Moi, si j'avais été américain, je ne cache pas que j'aurais voté pour lui, car Clinton, elle est pour les riches...
- Oui, depuis le temps, les Américains, en ont marre d'elle ! Ils voulaient du changement.
- Trump aussi, c'est un hyper riche...
- Il a fait faillite et puis il s'est redressé. C'est un homme qui sait ce que c'est d'avoir des problèmes.
- Entre lui et nous, il y a quand même d'énormes différences !
- Moi, il me fait peur. Il veut renvoyer des millions de personnes qui travaillent et qui payent des impôts...
- S'il mène la politique internationale comme il a fait sa campagne, ça craint !
- Il me fait peur par rapport à l'Europe. J'ai peur qu'il nous isole.
- Bof, ainsi on n'aura pas le TTPI !
- Pas sûr !
- Il a dit aussi qu'il ne veut plus que les musulmans rentrent aux USA.
- Maintenant, il faut voir ce qu'il va faire. Il paraît qu'il change déjà son discours.
- C'est sûr que, même président, il ne fera pas tout ce qu'il veut.
- Par exemple, Kennedy voulait arrêter la guerre au Vietnam, il s'est fait assassiné !
- Il n'y a pas besoin d'aller loin : Obama n'a pas fait tout ce qu'il voulait. Par exemple, pour les soins de santé, il a dû réduire son projet.
- Trump veut le supprimer !
- Ce n'est pas encore fait...
- Avec Obama, malgré que le président était noir, des policiers blancs ont encore tué des jeunes noirs sans raison.
- Oui, mais avec le discours de Trump contre les étrangers, qu'est-ce qu'il va se passer, maintenant ? Ça risque d'être bien pis au niveau des violences policières et des attaques racistes !
- C'est sans doute ce qui est le plus à craindre.
- Je ne voudrais pas vivre aux States pour le moment !
- C'est vrai après tout, c'est l'affaire des américains. Nous, on s'en fout !
- Non ! Ça pourrait nous arriver aussi.
- J'ai entendu que Marine Le Pen est très contente.
- Ce n'est certainement la seule. Le danger de l'extrême droite et du populisme nous guette.
- Avec la NVA, on en est pas loin !
- Le problème, c'est le racisme de la population. Il est grandissant. Le discours de Trump l'a largement alimenté.
- Nous devons tous travailler à le réduire. D'abord, l'important, c'est qu'on en parle. C'est déjà bien, mais chacun a un rôle à jouer, au quotidien. Nous devons travailler à comprendre ce qu'il y a derrière les discours politiques. Nous devons éviter de construire de la peur et travailler à la déconstruire.
- La peur des étrangers ?
- Oui. J'entends souvent les gens dirent "ils nous envahissent". Bien sûr c'est faux, mais c'est le signe d'un sentiment dont il faut tenir compte...
- Moi, j'ai ce sentiment.
- Tu crois que nous sommes envahit, ici ?
- Non, pas ici, mais en général.
- Pourquoi pas ici. Il y a des étrangers ici.
- C'est pas pareil, mais si tu vas à Bruxelles, il y a des quartiers, il paraît même que la police n'ose pas y rentrer.
- Tu y a été ?
- Non, mais j'ai entendu des gens qui le disent. Par exemple à Matongé. Si t'es blanc, il paraît que c'est dangereux de s'y promener. (Rire des Africains présents.)

- Tu y a été ?
- Non. Je ne vais jamais à Bruxelles.
- Va falloir que tu viennes une fois avec nous.
- Moi, j'ai traversé tout le quartier, il n'y a pas longtemps. Il ne m'est rien arrivé, pourtant je suis blanche. C'était même très tranquille. (Approbation des Africains)
- Faut pas écouter tout ce qu'on dit. Il y a des mauvais dans les étrangers et il y a des mauvais dans les autochtones. C'est la race humaine ! ...

Le 15, nous avons cherché sur internet de l'information sur les dates de péremption et la possibilité de consommer les aliments périmés. Après avoir bien examiné les sources des articles, nous avons retenu les pages de l'AFSCA et aussi un tableau du campus de l'université de Liège. Par contre, en pratique, nous n'avons pas souvent retrouvé les mentions adéquates sur les aliments : entre "à consommer avant" et "à consommer jusqu'au", ce n'est pas évident de décider s'il faut jeter ou si c'est encore consommable.

Le 16, suite à l'attitude d'un participant, nous avons réfléchi au phénomène de non respect des règles. Dans le cas qui nous préoccupait, le garçon continuait à bourrer la machine à laver, alors, qu'à plusieurs reprises et de manière concrète, les responsables lui avaient expliqué le comment faire et le pourquoi. Nous n'avons pas pu déterminer si ce rejet des règles que nous rencontrons régulièrement est dû à de l'incapacité ou à un manque de volonté, de vouloir. C'est un peu comme si les gens vivaient dans des mondes parallèles qui ne se rencontrent pas malgré la proximité physique, la même identité culturelle, la même appartenance raciale. C'est quand même une différence culturelle, pourrait-on dire. Les responsables ont établi des règles pour préserver la machine, pour qu'elle ne tombe pas en panne. Certains usagers n'englobent pas ce soucis dans leurs valeurs. Il y a donc une différence de perception de la réalité. Le même raisonnement pourrait s'appliquer pour les gens qui ne se lavent pas, qui sentent mauvais et que les autres ne supportent pas ou pour tous les cas de difficultés concernant le vivre ensemble. La culture du SDF s'accommode mal de la socialisation comme nous l'entendons. Le SDF a le droit de vivre comme il l'entend. Nous aussi. Mais alors, comment créer des liens ? Serait-ce impossible ? Les mondes doivent-ils rester parallèles ? Comment lutter contre l'exclusion avec un pareil raisonnement, avec de pareils comportements ? Comment raccourcir la distance entre nos propres valeurs et celles des autres qui ne nous ressemblent pas ? Chacun devrait faire un peu de chemin vers l'autre, mais jusqu'où ? Les plus précarisés, les plus exclus sont les plus intransigeants. Ainsi, un sans-papier intervient avec conviction :

- Ils n'ont qu'à faire ce qu'on leur demande.
- Toi, tu fais toujours ce que les autres attendent de toi ?
- Je respecte le règlement : quand je rentre à la cuisine, je mets un tablier.

Mais est-ce aussi simple ? Malgré avoir reçu l'ordre de quitter le territoire, il reste ici, illégalement, mais il met son tablier pour entrer dans la cuisine. Probablement qu'en fonction de chaque individu, de la situation de chacun, certaines règles peuvent être impossibles à respecter et d'autres pas.

Le 17, la journée a été débordée par les problèmes personnels, par plusieurs demandes d'écoute. Au détour des petites conversations, la question de l'immigration a encore fait surface : "Les étrangers viennent ici parce qu'ils reçoivent de l'argent." Et encore une fois, il a fallu expliquer que les sommes dépensées par l'État ne vont pas dans la poche des demandeurs d'asile, mais qu'elle sont utilisées pour payer les salaires des employés des centres, les locaux, le chauffage, la nourriture... et qu'elles contribuent toujours à l'économie locale...

Le 18, Une vive discussion a été suscitée à propos de l'accrochage entre l'armée et la police à l'occasion de la manifestation des militaires. Certains estiment que l'armée ne peut pas manifester, que les militaires sont trop bien payés, etc. D'autres pensent qu'il n'est pas normal que les soldats

patrouillent en rue ou dans les espaces publics, que dans un État de droit, c'est le travail de la police. D'autres encore estiment que les missions des militaires à l'étranger sont de plus en plus dures et de plus en plus dangereuses, ce qui justifie de ne pas toucher à leur pension et autres avantages. Le seul point sur lequel nous nous sommes mis d'accord, c'est que le spectacle de l'armée qui se heurte à la police ne nous plaît pas. Ce n'est pas dans l'ordre des choses, c'est déstabilisant, ça fait peur, ça choque. Mais pourquoi les militaires ne pourraient-ils pas être des citoyens à part entière et avoir le droit de manifester comme tout le monde ? Ils pourraient user de ce droit pacifiquement (comme nous) ? Ou ont-ils le droit de se comporter comme les métallos, même si l'image nous choque ?

- Dans mon pays, les militaires travaillent mains dans la main avec la police.

- Stop ! Dans ton pays, les militaires et la police ne s'associent-ils pas pour réprimer le peuple ?

- Si bien sûr...

- Bon pour parler d'autre chose : Que pensez-vous de la chute de popularité de Maggie de Block ?

- Oh, celle-là, c'est pas trop tard qu'on comprenne ce qu'elle est vraiment !

- Jusqu'ici, elle s'étaient attaquée à des petits groupes ciblés, à commencer par les étrangers, ce qui n'était pas pour déplaire à certains, mais en touchant aux soins de santé, elle vient de réveiller les gens. Beaucoup comprennent maintenant ce qu'on essaye de dire depuis qu'elle est au pouvoir.

- Derrière sa voix douce se cache une matrone !

Côté CPAS, le travail de sensibilisation a déjà porté des fruits. Un cas vient d'aboutir positivement. Le Conseil est revenu sur sa décision négative du mois passé. Conformément à la loi, les revenus du beau-père n'ont plus été pris en compte et le jeune homme qui était en situation de "non take up", va récupérer un revenu et un espoir d'insertion sociale, comme il le souhaitait.

Par contre, au niveau des guidances budgétaires qui avaient toutes été abandonnées par le CPAS au début de l'année, l'avancée est plus lente. En été, nous avons soumis un cas à l'ADAS, mais elle n'est pas intervenue. Nous avons donc dû retrousser nos manches ! C'est un travail au cas par cas. Les situations sont différentes les unes des autres. Tous ne sont pas prêts à entamer une démarche et certains ne souhaitent plus être aidés. Depuis qu'ils ont été lâchés par le CPAS, ils ont mis en place des débrouilles et ne sont plus en demande d'accompagnement. Deux locataires ont failli perdre leur logement, mais sur nos conseils, ils ont pris un arrangement avec le propriétaire et paient chaque mois une petite somme en plus du loyer pour épurer leur dette. Si une seule fois, ils ne tiennent pas leur engagement, ils seront dehors. C'est une forme de motivation, certes, mais vu qu'ils sont addicts, c'est très difficile pour eux de gérer de l'argent devant eux. Ils sont sur le fil. Un des deux a vu sa demande de gestion refusée le mois passé, mais il ne désespère pas. Nous continuerons le travail de sensibilisation.

Le 23, nous avons parlé de la violence croissante dans la société, dans toutes les sociétés. Les Africains nous ont raconté ce qui se passe chez eux.

Au Congo, c'est encore et toujours le racisme qui est exacerbé pour favoriser la mainmise sur la terre et in fine sur les matières premières, pour garantir le maintien d'un pouvoir corrompu.

Comment l'humain peut-il devenir violent à ce point et pour des raisons souvent liées à la haine ou à la frustration ?

Souvent la religion sert de prétexte à des gens qui ne connaissent pas bien les fondements de leurs croyances. Ils n'ont pas vraiment la foi, mais ils ressentent le besoin de montrer, de manière ostentatoire, des signes extérieurs d'une pratique rigoureuse. D'autres utilisent la religion pour "laver le cerveau" de ceux qui vont leur servir de combattants ou très souvent de boucliers humains.

Par contre, ici, chez les belges autochtones, le rejet de la religion est souvent une réaction de libération, surtout chez les plus âgés qui ont connu l'emprise des religieux sur la vie des gens. Pour eux, c'est difficile d'accepter la montée en puissance de toute religion qui viserait à "soumettre" ses

adeptes.

Le 23, nous avons à nouveau discuté du CPAS. Nous ne pouvons accepter que ce dernier ne respecte pas la loi au détriment de l'utilisateur. Nous n'acceptons pas le contrôle que les AS exercent sur la vie privée des bénéficiaires. Nous n'acceptons pas qu'une demande de guidance budgétaire soit refusée. Quand quelqu'un a déjà fait le chemin de prendre conscience de son incapacité à gérer ses finances, refuser de l'aider, c'est l'écraser dans sa volonté de s'en sortir. C'est inacceptable. Que faire ? Quelle action ? Nous décidons de continuer le travail de sensibilisation.

Le 24, après en avoir longuement discuté, nous avons décidé que nous ne participerons pas à l'action "sac de couchage" contre le PIIS. Nous sommes convaincus que ce gouvernement n'écoute pas le peuple. Combien y-a-t-il eu de manifestations depuis les dernières élections ? Malgré toutes ces protestations, l'appauvrissement et l'aliénation des plus pauvres continue. Mieux vaut chercher la complicité d'élites qui ont plus de chances d'être entendues. Mieux vaut sensibiliser, conscientiser... Face aux peu d'effets des grandes manifestations de ces dernières années, la mobilisation devient difficile, surtout au niveau de notre public déjà très désaffilié.

Le 25, il a été question de la confiance en soi qui fait trop souvent défaut, de l'exclusion qui prive de beaucoup et de la déception très fréquente quand on s'en remet aux autres. Certains disent qu'il ne faut rien attendre des autres, d'autres disent que, au contraire, c'est la solidarité des autres qui aide le mieux.

De là, nous sommes partis sur le rôle néfaste des cancans qui trop souvent s'apparentent à du harcèlement, des cancans qui sèment n'importe quoi, sauf de l'information, des cancans qui déforment tout. Comment s'en débarrasser ? Peut-être, d'abord, avec une petite question pas vraiment innocente : qui a dit cela ? Ou : d'où tiens-tu cette info ? Ensuite, en faisant la différence entre les faits relatés et le jugement du transmetteur. Par exemple : dans "la connasse de vendeuse n'a pas voulu que j'essaye un pantalon". Cette information est de source sûre puisque c'est la personne concernée qui parle. Par contre, dans ce qu'elle dit, il y a le jugement : "connasse de vendeuse" et le fait : se voir refuser l'essai d'un pantalon. Ensuite, il y a l'analyse : Pourquoi a-t-elle refusé ?

- C'est sûrement une raciste (jugement)
- Elle pensait peut-être que tu allais voler le pantalon (supposition)
- Étais-tu habillé comme aujourd'hui ? (recherche d'information)
- Tu ne t'étais pas lavé depuis combien de temps ? (idem)

...

[Retour sur la page de Dominos LA FONTAINE asbl](#)